

Les années se succèdent et se ressemblent

Autant l'année 2004 constitue la suite logique de 2003, autant elle se révèle être — à bien des égards — la copie politique conforme de celle-ci. 2004 fut essentiellement marquée par les suites cauchemardesques des événements de 2003. Le coup d'Etat présumé du 8 août dernier, la découverte de caches d'armes par la police, l'arrestation des "putschistes" et des islamistes en plus de celle de certains des leaders de l'opposition, ne sont autres que les rebondissements ou péripéties d'événements (désormais) bien connus des mauritaniens.

Dimanche 28 décembre 2003, mardi 28 décembre 2004: voilà une année jour pour jour que l'ancien président de la République et candidat malheureux à la présidentielle du 7 novembre 2003, Mohamed Khouna Ould Haïdalla et une dizaine des membres du staff de sa campagne, ont été condamnés à 5 ans de prison avec sursis, en même temps qu'ils étaient déchus de leurs droits politiques. La veille de cet anniversaire, le 27 décembre 2004, ce même Ould Haïdalla, accompagné cette fois de Ahmed Ould Daddah, leader du RFD et du docteur Cheikh Ould Horma, président du PCD — non reconnu, ont embarqué à destination de la garnison prison de Ouad Naga. Ils sont tous trois accusés d'intelligence avec les dirigeants du putsch du 8 juin 2003. Déjà en janvier 2004, le pouvoir, à l'issue de la session du Conseil Supérieur de la magistrature que préside le chef de l'Etat, désigne un juge d'instruction qui aura en charge le dossier des 129 militaires arrêtés aux lendemains du 8 juin.

L'année 2004 aura été marquée aussi par le renouvellement partiel de la chambre haute du parlement le 9 avril. Les élections virent l'entrée au sénat de quelques représentants de l'opposition à Nouakchott. Sur les 18 sièges à pourvoir, deux vont à l'APP et un au RFD. Le parti — Etat se taille la part du lion (15 sièges). La Convention pour une Alternance Pacifique, alliance conjoncturelle entre les soutiens électoraux à Ould Haïdalla qui s'était effritée au lendemain de la présidentielle, avait conduit ses auteurs à une impasse. Les partisans de Haïdalla se scindent alors en deux groupes, mais gardent le contact avec le chef. Les islamistes, certains éléments négros mauritaniens et les indépendants se retrouvent au sein d'une structure politique dénommée Parti pour la convergence démocratique (PCD). Le pouvoir, qui

voit la main de Haïdalla et ses compagnons, refuse de reconnaître ce parti. Quelque temps, après c'est au tour de l'autre groupe, composé notamment de baathistes, de créer le parti SAWAB que le pouvoir reconnaît cette fois sans problème. C'est la naissance de la 28^e formation politique légale depuis le lancement du processus démocratique en 1992.

Ces manifestations sur le terrain politique cachent pourtant mal le malaise social né du putsch du 8 juin 2003 et dont les soubresauts ne cessent d'inquiéter au plus haut niveau de l'Etat.

Toujours en janvier 2004, trois mauritaniens sont arrêtés au Burkina Faso. L'affaire dite de Ould Dowmane et compagnons défraie alors la chronique. Ces hommes seraient à la solde des services de renseignement mauritaniens qui les envoient pour filtrer les putschistes du 8 juin, eux-mêmes ayant trouvé refuge dans ce pays. Le pouvoir, lui, dit le contraire. Ce qu'il laisse entendre est que Ould Dowmane et ses compagnons sont complices des putschistes. Le Burkina et la Libye sont cités dans quelques milieux du pouvoir comme des pays apportant un soutien aux putschistes.

Le 29 mars, surprise générale. L'adjudant chef Bahah Ould Cheikh, radié de l'armée en 2000, est arrêté. Il aurait pris contact avec Saleh Ould Hannena. Le 15 avril suivant, les choses empirent et la spirale des arrestations est en marche. Huit officiers et le neveu de Bahah sont arrêtés et les rumeurs sur le véhicule que celui-ci venait de s'octroyer vont bon train. L'intervalle mai — juin fut un répit pour les mauritaniens et surtout pour le pouvoir, qui ne savait plus qui arrêter ni quoi laisser. Du côté de l'opposition, c'est la lassitude et le silence total.

Au mois de juillet 2004, la création à l'étranger de l'Alliance Patriotique par des éléments de conscience et résistance et des opposants exilés, dont notamment des partisans de l'ancien chef de l'Etat Ould Haïdalla, vient ajouter une nouvelle étincelle à une situation politico-sociale déjà très explosive. Les auteurs de cette alliance ont annoncé avoir pour objectif principal de faire tomber le pouvoir de Ould Taya "par tous les moyens". A partir de ce moment, le fantôme du complot permanent hante tous les esprits et focalise toutes les actions du gouvernement. Le 16 juillet, les putschistes présumés sont transférés à Ouad Naga. C'est dans cette ambiance de confusion générale qu'intervient le premier remaniement ministériel de l'équipe gouvernementale formée au lendemain de la présidentielle de 2003. Un remaniement qui survient après le discours d'insatisfaction prononcé par le président lors de sa visite à Kiffa. Une

semaine plus tard, le 8 août, les autorités disent avoir déjoué une nouvelle tentative de coup d'Etat. Des arrestations sont opérées de nouveau au sein des militaires et des civils. Sur les 31 militaires appréhendés, 11 sont relâchés. Le pouvoir parle directement d'un soutien apporté par le Burkina et la Libye. Le 25 septembre, le capitaine Abderrahmane Ould Mini est arrêté au Ksar en compagnie d'un civil. Et puisqu'un malheur (ou un bonheur) — c'est selon — ne vient jamais seul, des caches d'armes sont découvertes à Toujounine. C'est la grande panique. Le pouvoir pointe une nouvelle fois du doigt le Burkina, en même temps qu'il se rend compte que depuis un certain temps les putschistes sont dans ses murs. Les communiqués de presse dénonciateurs pullulent.

"Positions radicales"

Avec ces arrestations, le pouvoir se rebiffe et les Cavaliers du Changement accusent gravement le coup. Le samedi 9 octobre, coup de théâtre. Le principal instigateur du putsch du 8 juin, dont on vit encore les rebondissements, est arrêté dans la ville de Rosso en compagnie du capitaine Ahmedou Ould M'bareck. Une arrestation qui sonne le glas du mouvement. Le pouvoir reprend du coup les choses en main. Et le langage des uns et des autres change. Pour les opposants, les personnes arrêtées subissent des tortures inhumaines. C'est dans ce cadre que les leaders islamistes sont envoyés en prison pour diffusion de fausses informations, entre autres accusations. Pour le pouvoir, l'opposition, en soutenant un mouvement qui utilise la force pour prendre le pouvoir, perd toute crédibilité et s'inscrit dans une perspective non républicaine. L'on assiste alors à une guerre de communiqués entre les deux parties. Mise à mal, l'opposition tente de se regrouper, en vain. L'UFP, qui avait sollicité une audience du président de la république, est accusée par certains de ses confrères de saper l'entente de l'opposition. L'amorce d'un dialogue avec le pouvoir est rendue improbable avec l'implication des trois leaders de l'opposition dans les tentatives de putsch. D'abord en tant que témoins, puis très vite comme complices.

Ce bref survol des événements politiques ayant marqué l'année 2004 dans notre pays, montre que celle-ci n'a pas connu d'amélioration perceptible dans l'amorce d'un dialogue entre le pouvoir et l'opposition. Au contraire, l'on assiste à une radicalisation des positions chez les uns et les autres.

De l'issue du procès, notamment en ce qui concerne les civils, dépendra l'avenir politique pour l'année 2005.

BA ADAMA MOUSSA